



Appel du congrès de l'Union Départementale CGT des Hauts de Seine

Préparons la confrontation sociale pour bloquer la politique du gouvernement

Les syndicats de la Confédération Générale du Travail, réunis dans le cadre du congrès de leur Union Départementale en appellent à tous les syndiqués CGT, à tous les salariés, femmes et hommes, en activité ou retraités, précaires ou privés d'emploi.

Nous sommes totalement solidaires de la grève des cheminots pour le retrait du projet de réforme ferroviaire.

Nous dénonçons la campagne honteuse de dénigrement dont ils sont l'objet.

Sur le fond, cet acharnement médiatique témoigne de la grande crainte éprouvée par les gouvernants devant ce conflit social de classe qui pourrait converger avec d'autres luttes tout aussi légitimes.

C'est d'ailleurs ce qu'ont exprimé de nombreux délégués en affirmant que le combat des cheminots c'est le combat des enseignants, des animateurs et des personnels de services qui s'insurgent contre la réforme des rythmes scolaires et demandent le retrait des décrets Hamon-Peillon, celui des agents de l'inspection du travail pour la défense de leurs sites, des intermittents du spectacle pour exiger l'annulation de la convention Unedic, des agents de l'équipement et des Finances publiques pour leurs postes etc.

Cette grève des cheminots fait honneur à l'ensemble du monde du travail ! Ce n'est pas une grève pour défendre des intérêts corporatistes, comme tentent de le faire croire les ragots médiatiques. C'est une grève pour défendre le service public, c'est une grève pour s'opposer à l'éclatement de la SNCF, entreprise publique nationale, en trois entités distinctes et pour affirmer que ce n'est ni aux cheminots, ni aux usagers de payer la dette de RFF.

Nous en appelons à toutes les forces vives de la CGT sur le département : pas une seule, pas un seul camarade ne peut rester passif et ne doit faillir pour soutenir leur grève. Partout un seul mot d'ordre : tous dans l'action militante pour aller à la gagne avec les cheminots ! Diffusons les tracts CGT adressés aux usagers, partout, sur nos lieux de travail et avec nos Unions Locales dans les lieux publics, faisons connaître les véritables raisons de la grève des cheminots. C'est un premier soutien indispensable.

Nous appelons tous les syndicats CGT à s'emparer de la journée d'action interprofessionnelle nationale unitaire du 26 juin, lancée par la CGT et reprise par la CGT et FO en Ile de France.

Agir le 26 juin, se mobiliser sur les revendications, se déployer sur les lieux de travail pour aller à la rencontre des salariés durant toute la semaine du 23 au 27 juin, pour mener la bataille des idées, faire grandir l'idée du tous ensemble et le construire, ce sera la meilleure façon de manifester notre solidarité aux côtés des cheminots, pour faire reculer le gouvernement, imposer le retrait du projet de loi d'éclatement de la SNCF.

La CGT n'a rien d'utile à faire en participant à la pseudo conférence sociale convoquée par le gouvernement les 7 et 8 juillet.

Quel sens pourrait-il y avoir à participer à la Conférence sociale alors que les deux précédentes conférences ont chacune été suivies de régressions sociales majeures imposées par le gouvernement avec l'ANI réduisant les droits du travail et l'allongement de la durée de cotisation à 43 années pour prétendre partir en retraite ?

Quel sens pourrait-il y avoir alors que le gouvernement multiplie les décisions antisociales et se fait ainsi l'exécuteur fidèle des volontés du MEDEF ?

Pourtant rejeté nettement lors des élections municipales et européennes, le gouvernement poursuit dans tous les domaines sa politique réactionnaire, une politique élaborée en commun avec les autres gouvernements dans le cadre de l'Union Européenne !

Cette politique est en tout point conforme aux intérêts des grandes multinationales, de leurs actionnaires ; elle répond aux intérêts des banques et de leurs pratiques spéculatives, intérêts défendus, les uns comme les autres, par le patronat, avec le MEDEF à sa tête.

- Les conséquences de l'ANI, retranscrit dans la loi de pseudo sécurisation de l'emploi se font sentir dans les entreprises du département au travers de multiples tentatives de remises en cause des accords RTT notamment, et de vastes plans de suppressions d'emplois, comme à EADS Airbus.

- La réforme des retraites, se situant dans la parfaite continuité des lois Balladur – Fillon - Woerth augmente à 43 annuités la durée de cotisation pour bénéficier d'un droit à la retraite à 60 ans qui, de fait, n'est plus que théorique.

- Le pacte de responsabilité lancé par François Hollande et finalement signé entre le MEDEF, la CFDT et la CFTC remet en cause les cotisations sociales Famille versées par les entreprises. C'est un changement de braquet dans la fiscalisation et le démantèlement de la Sécurité sociale. En 3 ans il n'y aurait plus de branche famille ! Cette attaque sans précédent vient s'ajouter aux 230 milliards d'exonérations accordés aux patrons depuis 1996.

C'est également pour répondre aux exigences du grand capital que le pacte de responsabilité se combine avec une réforme sur la territorialité que le gouvernement veut imposer à marche forcée.

La métropole du Grand Paris est une arme anti démocratique qui s'inscrit dans la réduction massive des dépenses publiques. Elle remet en cause les prérogatives des collectivités territoriales, les services publics de proximité, les droits des citoyens à décider pour leurs communes et leurs départements. Elle veut poursuivre la politique de désindustrialisation.

Combinée avec la réforme en cours du statut de la fonction publique sur l'inter-ministériarité la métropole visera directement les emplois de centaines de milliers de fonctionnaires et d'agents territoriaux, menacés d'être supprimés et de subir des mobilités forcées.

Dans un entretien donné au Figaro, la directrice de l'IFRAP, Institut français pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques, l'avoue crûment : la suppression des départements a pour objectif de « réduire la masse salariale ». A cet effet, elle propose de supprimer 56.000 des 360.000 emplois existant dans les collectivités territoriales des départements.

Le combat pour l'abrogation de cette loi est à l'ordre du jour : « Hollande ta réforme territoriale, on en veut pas ! » La Métropole ne devrait être créée que le 1^{er} janvier 2016. Nous devons donc tout faire pour empêcher sa mise en place effective.

Il est vital pour notre démocratie de bloquer la politique mise en place par le gouvernement Valls. En effet, le « pacte de responsabilité », ce plan d'austérité qui camoufle son nom est socialement inacceptable. Il doit être défait.

Les cheminots en grève ouvrent la voie et posent la bonne question : bloquer le pays pour faire reculer la politique d'austérité et imposer une alternative.

Les délégués au 18^{ème} congrès de l'UD considèrent qu'une riposte d'ensemble est nécessaire. La question de la grève interprofessionnelle pour bloquer les plans destructeurs du gouvernement est posée. C'est pourquoi ils appellent les syndicats à mettre en débat partout, sous toutes les formes la nécessité du « tous ensemble » public privé.